

Les infractions répétées peuvent-elles entraîner une fermeture administrative ?

Réponse courte

Oui, des infractions répétées au droit du travail ou à la réglementation applicable peuvent entraîner une fermeture administrative de l'établissement, de l'entreprise ou du site de travail. Cette mesure peut être prise lorsque des manquements graves ou répétés sont constatés, notamment après des avertissements ou injonctions de l'Inspection du travail et des mines (ITM), ou en cas de danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs.

La fermeture administrative est décidée par le ministre du Travail, sur proposition de l'ITM, après que l'employeur a été informé des faits reprochés et a pu présenter ses observations. Elle peut être temporaire ou définitive, et la réouverture est conditionnée à la régularisation complète des manquements constatés.

Définition

La fermeture administrative est une mesure prise par une autorité publique compétente, ordonnant la cessation temporaire ou définitive de l'activité d'un établissement, d'une entreprise ou d'un site de travail. Cette sanction vise à faire cesser des manquements graves ou répétés à la législation, notamment en matière de droit du travail, de sécurité et santé au travail, ou de réglementation sectorielle.

Elle se distingue des sanctions pénales ou civiles par son caractère préventif et coercitif. La fermeture administrative intervient en complément d'autres mesures, dans le but de protéger la sécurité, la santé ou les droits fondamentaux des salariés.

Conditions d'exercice

La fermeture administrative peut être prononcée à l'encontre d'un employeur ou d'un établissement lorsque des infractions graves ou répétées à la législation du travail ou à la réglementation relative à la sécurité et à la santé des travailleurs sont constatées.

Sont notamment visées :

- Les violations répétées des dispositions du Code du travail relatives à la durée du travail, à la rémunération, à la déclaration des salariés, à la protection des jeunes travailleurs, ou à la prévention des risques professionnels.
- La répétition des infractions, caractérisée par la constatation, lors de contrôles successifs, de manquements identiques ou similaires, malgré des avertissements ou injonctions préalables de l'Inspection du travail et des mines (ITM).
- L'existence d'un danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des travailleurs, indépendamment du caractère répété ou non de l'infraction.

La réitération de manquements après mise en demeure constitue un facteur aggravant justifiant le recours à cette mesure.

Modalités pratiques

La décision de fermeture administrative relève de la compétence du ministre du Travail, sur proposition motivée de l'ITM. Avant toute décision, l'employeur est informé des faits reprochés et invité à présenter ses observations dans un délai fixé par l'administration, conformément au principe du contradictoire.

La mesure peut porter sur tout ou partie de l'établissement, selon la gravité et l'étendue des infractions constatées. La fermeture est notifiée par écrit et précise sa durée, qui peut être temporaire ou, dans les cas les plus graves, définitive.

L'employeur dispose d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif contre la décision de fermeture. La réouverture de l'établissement est subordonnée à la régularisation complète des manquements ayant motivé la sanction, attestée par un nouveau contrôle de l'ITM.

Pratiques et recommandations

Il est recommandé aux employeurs de mettre en place un dispositif de veille et de contrôle interne afin de prévenir la répétition d'infractions, notamment par des audits réguliers de conformité sociale et des formations ciblées pour les responsables opérationnels.

Toute mise en demeure de l'ITM doit être traitée avec diligence et faire l'objet d'un suivi documenté. En cas de difficulté d'interprétation ou de mise en conformité, il est conseillé de solliciter un accompagnement juridique spécialisé.

La coopération avec l'ITM lors des contrôles et la communication transparente sur les mesures correctives engagées constituent des éléments appréciés par l'administration et susceptibles d'atténuer la sévérité des sanctions. La récidive ou l'inaction face à des injonctions officielles expose l'entreprise à un risque élevé de fermeture administrative, avec des conséquences immédiates sur l'activité et l'emploi.

Il est également essentiel de garantir l'égalité de traitement entre les salariés, la traçabilité des actions correctives et l'encadrement humain des décisions, conformément aux principes généraux du droit du travail luxembourgeois.

Cadre juridique

- **Code du travail luxembourgeois :**
 - Article [L.312-1](#) et suivants (fermeture administrative pour infractions graves ou répétées)
 - Article [L.211-1](#) et suivants (obligations générales de l'employeur en matière de sécurité et santé)
 - Article [L.414-1](#) et suivants (protection des jeunes travailleurs)
 - Article [L.121-6](#) (égalité de traitement)
 - Article [L.261-1](#) et suivants (déclaration des salariés)
- **Loi modifiée du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du travail et des mines** (procédure, pouvoirs de l'[ITM](#))
- **Jurisprudence administrative luxembourgeoise** (respect du contradictoire, proportionnalité de la mesure)
- **Principes généraux** : traçabilité, encadrement humain, égalité de traitement

La répétition d'infractions, même mineures, après avertissement officiel, peut suffire à justifier une fermeture administrative. Il est impératif de traiter chaque injonction de l'[ITM](#) avec la plus grande rigueur pour éviter une interruption forcée de l'activité. La documentation des actions correctives et la traçabilité des échanges avec l'[ITM](#) sont des éléments essentiels en cas de contentieux.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.